

Loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière et portant :

- 1) transposition de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne ;**
- 2) mise en œuvre de certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 16 janvier 2018 et celle du Conseil d'État du 30 janvier 2018 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Chapitre 1^{er} - De l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière de coopération policière internationale.

Section 1^{ère} - Dispositions générales.

Art. 1^{er}.

Le présent chapitre s'applique à l'échange de données à caractère personnel et d'informations entre, d'une part, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises, dans la mesure où cette dernière traite ces données et informations en exécution de ses missions de police administrative ou judiciaire en vertu d'une disposition légale, et, d'autre part :

- 1) les services de police et, si et dans la mesure où ils ont la prévention, la recherche et la constatation d'infractions pénales dans leurs attributions, les services de douane des autres États membres de l'Union européenne et des pays associés à l'espace Schengen ;
- 2) les institutions, organes et agences de l'Union européenne, si et dans la mesure où l'échange porte sur une ou plusieurs infractions ou sur une activité délictueuse relevant de leur mandat ;
- 3) les services de police et, si et dans la mesure où ils ont la prévention, la recherche et la constatation d'infractions pénales dans leurs attributions, les services de douane des États non visés au point 1), si et dans la mesure où les conditions des articles 18 et 19 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des données à l'égard du traitement des données à caractère personnel sont remplies ;
- 4) l'Organisation Internationale de Police Criminelle (OIPC – Interpol).

Art. 2.

(1) L'échange de données à caractère personnel et d'informations entre la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises et les entités visées à l'article 1^{er} concerne exclusivement les données à caractère personnel et informations directement disponibles ou directement accessibles à la Police grand-ducale ou à l'Administration des douanes et accises.

(2) Par « directement disponibles », il y a lieu d'entendre les données à caractère personnel et les informations dont la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises disposent déjà elles-mêmes. Par « directement accessibles », il y a lieu d'entendre les données à caractère personnel et les informations dont d'autres autorités, services publics ou privés ou personnes disposent et auxquelles la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises ont accès en vertu de la loi.

(3) L'échange de données à caractère personnel et d'informations en application du présent chapitre s'applique sans préjudice des dispositions particulières d'un instrument juridique international en matière de coopération policière internationale auquel le Grand-Duché de Luxembourg est partie.

Art. 3.

(1) L'échange de données à caractère personnel et d'informations ne peut avoir lieu qu'aux fins de la prévention, de la recherche, de la constatation et de la poursuite d'infractions pénales.

(2) Les demandes aux fins de l'échange de données et informations exposent les raisons factuelles donnant lieu de croire que le pays auquel s'adresse la demande détient les informations et renseignements recherchés, précisent à quelles fins l'échange est sollicité et indiquent le lien entre ces fins et la personne qui fait l'objet de l'échange. Lorsqu'il s'agit d'une demande adressée par les entités visées à l'article 1^{er} à la Police grand-ducale ou à l'Administration des douanes et accises, ces dernières peuvent la refuser si elle ne comporte pas ces précisions ; l'entité requérante en est informée et est invitée à compléter, le cas échéant, sa demande.

Art. 4.

Les données à caractère personnel et informations transmises par la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises ne peuvent pas être utilisées comme preuve, sauf si l'autorité judiciaire luxembourgeoise compétente a autorisé un tel usage.

Art. 5.

(1) Les données à caractère personnel et informations directement disponibles ou directement accessibles peuvent être échangées de manière autonome par la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises avec les entités visées à l'article 1^{er} sans autorisation préalable d'une autorité judiciaire.

(2) Toutefois, la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises ne peuvent transmettre ces données à caractère personnel et informations aux entités visées à l'article 1^{er} que moyennant autorisation écrite préalable du Procureur d'État compétent si ces données et informations proviennent d'une enquête en cours ou du juge d'instruction compétent si elles proviennent d'une instruction préparatoire en cours.

(3) Lorsqu'une telle autorisation est requise, la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises adressent à cette fin une demande écrite à l'autorité judiciaire compétente qui en décide conformément aux dispositions de l'article 20 paragraphe 3.

Art. 6.

(1) Les données à caractère personnel et informations directement disponibles ou directement accessibles transmises par la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises ne peuvent être utilisées par les entités auxquelles elles ont été transmises qu'aux fins pour lesquelles elles ont été transmises ou pour prévenir un danger immédiat et sérieux pour la sécurité publique. Leur traitement à d'autres fins n'est autorisé qu'avec l'accord préalable de la Police grand-ducale ou de l'Administration des douanes et accises ou, dans le cas visé à l'article 5, paragraphe 2, moyennant l'autorisation de l'autorité judiciaire compétente.

(2) Les données à caractère personnel et informations transmises par la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises sont confidentielles. Les modalités de leur transmission et de leur conservation garantissent le respect de ce principe.

(3) Lorsque la transmission porte sur des données à caractère personnel et informations qui ont été obtenues préalablement d'un autre État qui les a soumises au principe de spécialité, leur transmission par la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises ne peut se faire qu'avec l'accord de l'État qui les a initialement transmises.

(4) Les données à caractère personnel et informations transmises par la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises aux services visés à l'article 1^{er}, point 1), sont également transmises à Europol et à Eurojust, conformément aux dispositions qui leur sont applicables, dans la mesure où la transmission porte sur une ou plusieurs infractions ou une activité délictueuse relevant de leur mandat.

Art. 7.

(1) La Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises ne peuvent refuser de transmettre les données à caractère personnel et informations aux entités visées à l'article 1^{er} que s'il y a des motifs factuels de supposer que :

- 1) la transmission des données à caractère personnel et d'informations peut porter atteinte aux intérêts vitaux du Luxembourg en matière de sécurité nationale ;
- 2) la transmission des données ou d'informations peut compromettre le bon déroulement d'une enquête ou d'une instruction préparatoire ;
- 3) la transmission des données à caractère personnel et d'informations peut compromettre la sécurité de personnes, ou
- 4) s'il existe des éléments qui indiquent que les données à caractère personnel et informations demandées sont disproportionnées ou sans objet au regard des finalités pour lesquelles elles ont été demandées.

(2) Lorsque la demande concerne une infraction pénale qui est punissable d'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à un an en vertu du droit luxembourgeois, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises peuvent refuser de communiquer les données ou informations demandées.

(3) La transmission de données à caractère personnel et d'informations est également refusée par la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises si l'autorité judiciaire compétente a refusé l'autorisation visée à l'article 5 paragraphe 2.

Art. 8.

(1) Sans préjudice des autres conditions prévues au présent chapitre, la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises sont tenues de transmettre les données à caractère personnel et informations demandées dans un délai maximal de huit heures à partir de la réception de la demande y afférente lorsque :

- 1) la demande émane d'un des services visés à l'article 1^{er}, point 1), et
- 2) la demande est motivée comme urgente par le service requérant, et
- 3) les informations demandées concernent une ou plusieurs infractions justifiant la remise d'une personne à un autre État membre de l'Union européenne au sens de la loi du 17 mars 2004 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres de l'Union européenne, et
- 4) les informations figurent dans un traitement de données automatisé auquel la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises a directement accès, et
- 5) la demande de transmission a été introduite moyennant le formulaire de l'annexe B de la présente loi.

(2) Si la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises ne sont pas en mesure de répondre dans le délai de huit heures, elles en informent la partie requérante en indiquant les raisons. Lorsque la transmission des données à caractère personnel et informations dans le délai de huit heures impose une charge disproportionnée à la Police grand-ducale ou à l'Administration des douanes et accises, elles peuvent reporter la transmission. Dans ce cas, la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises en informent immédiatement le service requérant et transmettent les données à caractère personnel et informations demandées dès que possible, et au plus tard dans un délai de trois jours.

Art. 9.

Lorsque la demande de données à caractère personnel et informations n'est pas motivée par un service requérant visé à l'article 1^{er}, point 1), comme urgente, la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises sont tenues d'y répondre dans un délai d'une semaine lorsque les conditions prévues à l'article 8, paragraphe 1^{er}, points 3) à 5), sont remplies. Si la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes

et accises ne sont pas en mesure de répondre dans le délai d'une semaine, elles en informent la partie requérante en indiquant les raisons.

Art. 10.

Dans les cas de demandes de données à caractère personnel et d'informations non visées par les articles 8 et 9, la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises sont tenues de répondre à la demande dans un délai de quatorze jours lorsque la condition prévue à l'article 8, paragraphe 1^{er}, point 5), est remplie. Si la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises ne sont pas en mesure de répondre dans ce délai, elles en informent la partie requérante moyennant le formulaire de l'annexe A de la présente loi.

Art. 11.

(1) Sans préjudice de l'article 7, la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises peuvent transmettre aux services et entités visés à l'article 1^{er}, points 1) et 2), sans que la demande leur en ait été faite, les données à caractère personnel et informations dont il y a lieu de croire, pour des raisons factuelles, qu'elles peuvent contribuer à la prévention, à la recherche, à la constatation ou à la poursuite d'une ou de plusieurs infractions pénales qui présentent un aspect transfrontalier, ou qu'elles peuvent contribuer à la prévention d'une atteinte grave et imminente pour la sécurité et l'ordre publics d'un État visé à l'article 1^{er} point 1).

(2) La transmission de données à caractère personnel et d'informations est circonscrite aux éléments pertinents pour assurer ces fins.

Art. 12.

L'échange de données à caractère personnel et d'informations effectué en application du présent chapitre peut avoir lieu par l'intermédiaire de tous les canaux de coopération policière ou douanière internationales auxquels participe le Luxembourg, quels qu'ils soient, y compris par le biais de l'Organisation Internationale de Police Criminelle (OIPC – Interpol). Sous réserve de la langue qui est prévue pour l'utilisation du canal retenu par la partie requérante, les demandes peuvent être formulées en langue française, allemande ou anglaise.

Art. 13.

Sous réserve des dispositions contraires d'un instrument juridique international, y compris les conditions fixées le cas échéant par les entités visées à l'article 1^{er} en application des dispositions légales qui leur sont applicables, les données à caractère personnel et informations transmises à la Police grand-ducale ou à l'Administration des douanes et accises en vertu du présent chapitre peuvent être utilisées par les autorités répressives luxembourgeoises de la même manière que celles obtenues par voie d'entraide judiciaire internationale en matière pénale ou dans le cadre d'une procédure pénale menée au Luxembourg.

**Section 2 - Dispositions particulières relatives à la décision 2008/615/JAI du Conseil
du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière,
notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière.**

Art. 14.

(1) Les dispositions de la section 1^{ère} s'appliquent également aux échanges d'informations prévues par les articles 5, 10, 13, 14, 16 et 18 de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière, ci-après « la décision 2008/615/JAI ».

(2) En application de l'article 14 de la décision 2008/615/JAI, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises peuvent, aux fins de la prévention des infractions pénales et du maintien de l'ordre et de la sécurité publics lors de manifestations de grande envergure à dimension transfrontalière, notamment dans le domaine sportif ou en rapport avec des réunions du Conseil européen, échanger avec les entités visées à l'article 1^{er} les informations et données à caractère personnel, tant sur demande que de leur propre initiative, lorsque des condamnations définitives ou d'autres circonstances font présumer que les

personnes concernées vont commettre des infractions pénales dans le cadre de ces manifestations ou qu'elles présentent un danger pour l'ordre et la sécurité publics.

Les informations et données à caractère personnel ne peuvent être traitées qu'aux fins visées à l'alinéa 1^{er} et pour les manifestations précises en vue desquelles elles ont été communiquées. Les informations et données transmises doivent être effacées immédiatement, dès lors que les objectifs visés à l'alinéa 1^{er} ont été atteints ou ne sont plus réalisables. En tout état de cause, les données transmises doivent être effacées après un an au plus tard.

(3) En application de l'article 16 de la décision 2008/615/JAI, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises peuvent, aux fins de la prévention des infractions terroristes, échanger avec les entités visées à l'article 1^{er}, sans même en avoir reçu la demande, les informations et données à caractère personnel visées à l'alinéa 2 dans la mesure où cela est nécessaire au regard de circonstances particulières laissant présumer que les personnes concernées vont commettre une ou plusieurs des infractions terroristes prévues par le livre II, titre I^{er}, chapitre III-1 du Code pénal ou par une autre loi.

Les informations et données à échanger comportent les noms, prénoms, date et lieu de naissance ainsi qu'une description des circonstances qui sont à l'origine de la présomption visée à l'alinéa 1^{er}.

Lorsqu'il transmet des informations et données à caractère personnel, le point de contact national désigné à l'article 15 peut fixer, conformément aux dispositions de la section 1^{ère}, les conditions d'utilisation de ces données et informations à respecter par l'entité visée à l'article 1^{er} qui les reçoit.

(4) En application de l'article 18 de la décision 2008/615/JAI, la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises portent assistance, dans les limites de leurs compétences, en liaison avec des manifestations de masse et d'autres événements similaires de grande envergure, ainsi que des catastrophes et des accidents graves, dans le but de prévenir des infractions pénales et de maintenir l'ordre et la sécurité publics en :

- a) notifiant aux autorités compétentes de l'État membre concerné, dès que possible, les événements de ce type ayant des implications transfrontalières et en échangeant toute information pertinente à cet égard ;
- b) prenant et en coordonnant sur le territoire luxembourgeois les mesures policières qui s'imposent lors d'événements ayant des implications transfrontalières ;
- c) mettant, autant que possible, fonctionnaires, spécialistes, conseillers et équipements à la disposition de l'État membre qui en fait la demande et sur le territoire duquel l'événement est survenu.

Art. 15.

(1) En application des articles 6, 11, 12, 15, 16 de la décision 2008/615/JAI, sont désignés comme points de contact nationaux :

- 1) le Service de Police Judiciaire de la Police grand-ducale pour les consultations et comparaisons automatisées de profils d'ADN et de données dactyloscopiques visées aux articles 3 à 11, ainsi que pour l'échange d'informations relatives à la prévention d'infractions terroristes visé à l'article 14 ;
- 2) le Centre d'Intervention National de la Police grand-ducale pour la consultation automatisée de données du registre d'immatriculation de véhicules visée à l'article 12, ainsi que pour l'échange d'informations lors de manifestations majeures visé à l'article 13.

La désignation des points de contacts nationaux est sans préjudice des attributions dévolues par la loi au Procureur général d'État et aux procureurs d'État.

(2) Les services de la Police grand-ducale visés au paragraphe 1^{er} peuvent échanger des données à caractère personnel et informations en application des articles 3, 4, 9 et 12 de la décision 2008/615/JAI avec les points de contact nationaux des États visés à l'article 1^{er} point 1) du présent chapitre, dans la mesure où les États concernés ont fait l'objet d'une décision d'exécution du Conseil de l'Union européenne en application de l'article 33 de la décision 2008/615/JAI. Cet échange peut être effectué à partir du jour de l'entrée en vigueur de la décision d'exécution en cause.

Art. 16.

Les autres mesures d'exécution prises par le Conseil de l'Union européenne en application de l'article 33 de la décision 2008/615/JAI sont applicables au Luxembourg dès leur entrée en vigueur ou prise d'effet telle que fixée par l'acte juridique de l'Union européenne qui les établit.

Art. 17.

(1) Par dérogation à l'article 5, paragraphe 2, la transmission de données à caractère personnel et d'informations en application de l'article 5 de la décision 2008/615/JAI est soumise à l'autorisation du procureur général d'État à partir du moment où ces données à caractère personnel et informations figurent aux traitements ADN criminalistique ou condamnés instaurés par la loi modifiée du 25 août 2006 relative aux empreintes génétiques en matière pénale.

(2) L'autorisation accordée par le Procureur général d'État en application du paragraphe 1^{er} vaut accord d'utiliser les données à caractère personnel et informations en tant que preuve, sauf si le Procureur général d'État n'accorde cette autorisation que sous la condition de ne pas utiliser les données et informations à cette fin.

Chapitre 2 - De l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière au niveau national.

Section 1^{ère} - Échange aux fins de prévention, de recherche et de répression d'infractions pénales

Art. 18.

(1) La présente section s'applique à l'échange de données à caractère personnel et d'informations directement disponibles ou directement accessibles :

- 1) entre les officiers de police judiciaire de la Police grand-ducale visés à l'article 10 du Code de procédure pénale, de même que les agents de police judiciaire, et
- 2) entre les agents de l'Administration des douanes et accises qui exécutent des missions de police administrative ou judiciaire en vertu d'une disposition légale, et
- 3) entre les officiers et agents visés aux points 1) et 2) et les agents publics luxembourgeois qui disposent de la qualité d'officier de police judiciaire en vertu d'une disposition légale particulière.

(2) Par « directement disponibles », il y a lieu d'entendre les données à caractère personnel et les informations dont les personnes visées au paragraphe 1^{er} disposent déjà elles-mêmes. Par « directement accessibles », il y a lieu d'entendre les données à caractère personnel et les informations dont des autorités, services publics ou privés, ou personnes physiques et morales disposent et auxquels les personnes visées au paragraphe 1^{er} ont accès en vertu de la loi.

Art. 19.

Des données à caractère personnel et des informations directement disponibles ou directement accessibles peuvent être échangées entre les personnes visées à l'article 18, paragraphe 1^{er}, sur demande ou de façon spontanée, si des raisons factuelles donnent lieu de croire que cet échange est utile à la prévention, à la recherche ou à la constatation d'une infraction pénale, ou qu'il contribue à la manifestation de la vérité dans le cadre d'une enquête ou d'une instruction préparatoire.

Art. 20.

(1) Les données à caractère personnel et informations directement disponibles ou directement accessibles peuvent être échangées et transmises de manière autonome par les personnes visées à l'article 18, paragraphe 1^{er}, sans autorisation préalable d'une autorité judiciaire.

(2) Toutefois, les personnes visées à l'article 18, paragraphe 1^{er}, ne peuvent échanger ces données à caractère personnel et informations aux autres personnes visées à l'article 18, paragraphe 1^{er}, que moyennant autorisation écrite préalable du Procureur d'État compétent si ces données et informations

proviennent d'une enquête en cours ou du juge d'instruction compétent si elles proviennent d'une instruction préparatoire en cours.

(3) Lorsqu'une telle autorisation est requise, les personnes visées à l'article 18, paragraphe 1^{er}, adressent à cette fin une demande écrite à l'autorité judiciaire compétente. Celle-ci refuse l'autorisation si :

- 1) l'échange ou la transmission des données à caractère personnel et d'informations peut porter atteinte aux intérêts vitaux du Luxembourg en matière de sécurité nationale ;
- 2) l'échange ou la transmission peut compromettre le bon déroulement d'une enquête ou d'une instruction préparatoire ;
- 3) l'échange ou la transmission peut compromettre la sécurité de personnes ou la source des données à caractère personnel et informations ;
- 4) il existe des éléments qui indiquent que les données à caractère personnel et informations demandées sont disproportionnées ou sans objet au regard des finalités pour lesquelles elles ont été demandées, ou si
- 5) l'échange ou la transmission est inopportune au regard de l'insuffisante fiabilité des données à caractère personnel et informations.

Art. 21.

(1) L'échange et la transmission de données à caractère personnel et d'informations sont circonscrits aux éléments jugés pertinents et nécessaires pour assurer avec succès la prévention, la recherche ou la constatation d'une infraction pénale ou la manifestation de la vérité dans le cadre d'une enquête ou d'une instruction préparatoire.

(2) Les données à caractère personnel et informations échangées et transmises en application de la présente section ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été échangées ou transmises ou pour prévenir un danger immédiat et sérieux pour la sécurité publique. Leur traitement à d'autres fins n'est autorisé qu'avec l'accord préalable des personnes les ayant transmises ou, dans le cas visé à l'article 20, paragraphe 2, moyennant l'autorisation de l'autorité judiciaire compétente.

Art. 22.

Les données à caractère personnel et informations échangées entre les personnes visées à l'article 18, paragraphe 1^{er}, en vertu de la présente section peuvent être utilisées comme preuve en matière pénale.

Section 2 - Transmissions à des fins administratives.

Art. 23.

La présente section s'applique à la transmission de données à caractère personnel et d'informations directement disponibles ou directement accessibles, au sens de l'article 18, paragraphe 2, par les personnes visées à l'article 18, paragraphe 1^{er}, aux autres administrations de l'État.

Art. 24.

La transmission visée à l'article 23, qui peut avoir lieu sur demande ou de façon spontanée, est soumise aux conditions cumulatives suivantes :

- 1) elle doit être nécessaire à l'exécution d'une mission de service public dont l'administration destinataire de la transmission est chargée en vertu de la loi ;
- 2) les raisons pour lesquelles les données et informations transmises sont considérées comme étant nécessaires à l'exécution de la mission de l'administration destinataire doivent faire partie de la documentation visée à l'article 25, paragraphe 2 ;
- 3) elle ne peut comporter que les données et informations qui sont nécessaires, pertinentes et proportionnelles eu égard à la mission concernée de l'administration destinataire ;
- 4) lorsqu'il s'agit de données et d'informations qui proviennent d'une enquête ou d'une instruction préparatoire en cours, l'autorisation écrite visée à l'article 20, paragraphe 2, est requise préalablement à la transmission ;

- 5) lorsqu'il s'agit de données et d'informations qui ont été communiquées aux personnes visées à l'article 18, paragraphe 1^{er}, au préalable par une entité visée à l'article 1^{er}, l'accord écrit de cette entité est requis préalablement à la transmission ;
- 6) aucun des motifs visés à l'article 7, paragraphe 1^{er}, ne s'y oppose.

Art. 25.

- (1) Les personnes visées à l'article 18, paragraphe 1^{er}, décident si les conditions de transmission sont remplies.
- (2) La transmission des données et informations se fait dans une forme permettant à l'autorité de contrôle instituée à l'article 17, paragraphe 2, de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel de vérifier si toutes les conditions requises par la loi étaient remplies au moment de la transmission. La documentation de la transmission est conservée pendant une durée de deux ans.

Art. 26.

- (1) Les données et informations transmises à l'administration de l'État concernée font partie du traitement des données à caractère personnel dont l'administration ou son représentant est le responsable du traitement au sens de l'article 2, point n), de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des données à l'égard du traitement des données à caractère personnel. La Commission nationale pour la protection des données est compétente pour vérifier l'application des dispositions pertinentes de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des données à l'égard du traitement des données à caractère personnel par le responsable du traitement.
- (2) Les données et informations transmises ne peuvent être utilisées par l'administration que pour la finalité pour laquelle elles ont été transmises. Elles sont effacées dès que leur conservation n'est plus nécessaire au regard de la finalité pour laquelle elles ont été transmises.
- (3) La transmission ultérieure des données et informations par l'administration de l'État à une tierce personne requiert l'accord préalable écrit de la personne visée à l'article 18, paragraphe 1^{er}, ayant transmis les données et informations concernées. Le cas échéant, l'article 6, paragraphe 3, est applicable.

Chapitre 3 - Dispositions finales.**Art. 27.**

Le Gouvernement est autorisé à déposer auprès du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne une déclaration que la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises, dans la mesure où cette dernière traite des données à caractère personnel et des informations en exécution de ses missions de police administrative ou judiciaire en vertu d'une disposition légale, sont désignées comme « service répressif compétent ».

Art. 28.

L'autorité de contrôle instituée à l'article 17, paragraphe 2, de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel contrôle et surveille le respect des conditions d'accès prévues par la présente loi. Le rapport à transmettre par l'autorité de contrôle au ministre ayant la protection des données à caractère personnel dans ses attributions, en exécution de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, contient une partie spécifique ayant trait à l'exécution de sa mission de contrôle exercée au titre de la présente loi. Le ministre en fait parvenir chaque année une copie à la Chambre des députés.

Art. 29.

La référence à la présente loi pourra se faire sous une forme abrégée en utilisant les termes de « loi du 22 février 2018 relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière ».

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre de la Justice,
Félix Braz

Palais de Luxembourg, le 22 février 2018.
Henri

Doc. parl. 6976 ; sess. ord. 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018.

ANNEXES A et B

ANNEXE A

ÉCHANGE D'INFORMATIONS AU TITRE DE LA DÉCISION-CADRE 2006/960/JAI DU CONSEIL
FORMULAIRE À UTILISER PAR L'ÉTAT MEMBRE REQUIS EN CAS DE TRANSMISSION
D'INFORMATIONS OU DE RETARD/REFUS DE TRANSMISSION DES INFORMATIONS

Le présent formulaire doit être utilisé pour transmettre les informations et/ou les renseignements requis, informer le service requérant de l'impossibilité de respecter le délai normal, de la nécessité de soumettre la demande à l'autorisation d'une autorité judiciaire ou du refus de transmettre les informations.

Le présent formulaire peut être utilisé plusieurs fois au cours de la procédure (par exemple, si la demande doit d'abord être soumise à une autorité judiciaire et qu'il s'avère par la suite que l'exécution de la demande doit être refusée).

| | |
|--|--|
| Autorité requise (nom, adresse, n° de téléphone, n° de télécopie, adresse électronique, État membre) | |
| Coordonnées de l'agent chargé du suivi (facultatif) | |
| Numéro de référence de la présente réponse | |
| Date et numéro de référence de la réponse précédente | |
| Réponse à l'autorité requérante suivante | |
| Date et heure de la demande | |
| Numéro de référence de la demande | |

| Délai normal prévu à l'article 4 de la décision-cadre 2006/960/JAI | |
|---|---|
| L'infraction relève de l'article 2, paragraphe 2, de la décision-cadre 2002/584/JAI | Traitement d'urgence demandé → <input type="checkbox"/> 8 heures |
| et les informations ou les renseignements demandés figurent dans une base de données à laquelle un service répressif peut avoir directement accès dans l'État membre requis. | Traitement d'urgence non demandé → <input type="checkbox"/> 1 semaine |
| Autres cas | → <input type="checkbox"/> 14 jours |

| Informations transmises en application de la décision-cadre : 2006/960/JAI*: informations et renseignements fournis | |
|---|---|
| 1. | L'utilisation des informations ou des renseignements fournis <input type="checkbox"/> n'est autorisée qu'aux fins pour lesquelles ceux-ci ont été communiqués ou pour prévenir un danger immédiat et sérieux pour la sécurité publique; <input type="checkbox"/> est également autorisée à d'autres fins, sous réserve des conditions suivantes (facultatif):.....; |
| 2. | Fiabilité de la source <input type="checkbox"/> fiable <input type="checkbox"/> généralement fiable <input type="checkbox"/> pas fiable <input type="checkbox"/> ne peut être évaluée |
| 3. | Fiabilité des informations ou renseignements <input type="checkbox"/> sûrs <input type="checkbox"/> attestés par la source <input type="checkbox"/> Ouï-dire - confirmés <input type="checkbox"/> Ouï-dire - non confirmés |

4. Les résultats de l'enquête pénale ou de l'opération de renseignement en matière pénale qui a donné lieu à l'échange d'informations et de renseignements doivent être communiqués à l'autorité qui a transmis ces informations ou renseignements

- ☐ non
☐ oui

5. En cas d'échange spontané, raisons qui donnent lieu de croire que les informations ou renseignements pourraient contribuer au dépiage et à la prévention des infractions visées à l'article 2, paragraphe 2, de la décision-cadre 2002/584/JAI, ou à une enquête à leur sujet:

RETARD - Il n'est pas possible de répondre dans le délai applicable prévu à l'article 4 de la décision-cadre 2006/960/JAI

Les informations ou les renseignements ne peuvent être communiqués dans le délai indiqué pour les raisons suivantes:

Ils devraient pouvoir être transmis dans:

- ☐ 1 jour ☐ 2 jours ☐ 3 jours
☐ ... semaines
☐ 1 mois

- ☐ L'autorisation a été demandée à une autorité judiciaire.
 La durée prévue de la procédure d'octroi ou de refus de l'autorisation est de ... semaines.

REFUS - Les informations ou les renseignements:

- ☐ n'ont pu être communiqués et demandés au niveau national; ou
☐ ne peuvent être communiqués, pour une ou plusieurs des raisons suivantes:

A - Raison liée au contrôle juridictionnel qui empêche la transmission ou nécessite le recours à l'entraide judiciaire

- ☐ L'autorité judiciaire compétente n'a pas autorisé l'accès aux informations ou aux renseignements, ni leur échange.
- ☐ Les informations ou les renseignements demandés ont été obtenus précédemment au moyen de mesures coercitives et leur transmission n'est pas autorisée par le droit national.
- ☐ Les informations ou les renseignements ne sont pas détenus
- par des services répressifs; ou
 - par des autorités publiques ou par des entités privées d'une façon qui permette aux services répressifs d'y accéder sans prendre de mesures coercitives.

- ☐ B - La communication des informations ou des renseignements demandés porterait atteinte aux intérêts vitaux de l'État membre requis en matière de sécurité nationale ou nuirait au bon déroulement d'une enquête ou d'une opération de renseignement en matière pénale ou à la sécurité des personnes ou les informations ou les renseignements demandés sont clairement disproportionnés ou sans objet au regard des finalités pour lesquelles ils ont été demandés.

Si vous cochez la case A ou B, veuillez fournir, les informations complémentaires que vous jugez utiles ou indiquer le motif du refus (facultatif):

- ☐ D - L'autorité requise décide de refuser l'exécution car la demande concerne, dans le droit de l'État membre requis, l'infraction suivante (préciser la nature et la qualification juridique de l'infraction)..... qui est punissable d'une peine d'emprisonnement d'un an ou moins.

- ☐ E - Les informations ou les renseignements demandés ne sont pas disponibles.

- ☐ F - Les informations ou les renseignements demandés ont été obtenus auprès d'un autre État membre ou d'un pays tiers et sont soumis au principe de spécialité, et cet État membre ou pays tiers n'a pas donné son accord pour que ces informations ou ces renseignements soient communiqués.

ANNEXE B**ÉCHANGE D'INFORMATIONS AU TITRE DE LA DÉCISION-CADRE 2006/960/JAI DU CONSEIL
FORMULAIRE DE DEMANDE D'INFORMATIONS ET DE RENSEIGNEMENTS À UTILISER PAR L'ÉTAT
MEMBRE REQUÉRANT**

Le présent formulaire doit être utilisé pour demander des informations et des renseignements au titre de la décision-cadre 2006/960/JAI

I - Informations administratives

| | |
|--|--|
| Service requérant (nom, adresse, n° de téléphone, n° de télécopie, adresse électronique, État membre) | |
| Coordonnées de l'agent chargé du suivi (facultatif) | |
| A l'État membre suivant | |
| Date et heure de la présente demande | |
| Numéro de référence de la présente demande | |

| Demandes précédentes | | | | |
|--|------|---|------------|--|
| <input type="checkbox"/> La présente demande est la première dans cette affaire | | | | |
| <input type="checkbox"/> La présente demande fait suite à d'autres demandes concernant la même affaire | | | | |
| Demande(s) précédente(s) | | | Réponse(s) | |
| | Date | Numéro de référence (pour l'État requérant) | Date | Numéro de référence (pour l'État requis) |
| 1. | | | | |
| 2. | | | | |
| 3. | | | | |
| 4. | | | | |

| Si la présente demande est adressée à plusieurs autorités de l'État membre requis, veuillez préciser par quels canaux | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Officier de liaison UNE/Europol | <input type="checkbox"/> Pour information <input type="checkbox"/> Pour exécution |
| <input type="checkbox"/> BCN Interpol | <input type="checkbox"/> Pour information <input type="checkbox"/> Pour exécution |
| <input type="checkbox"/> SIRENE | <input type="checkbox"/> Pour information <input type="checkbox"/> Pour exécution |
| <input type="checkbox"/> Officier de liaison | <input type="checkbox"/> Pour information <input type="checkbox"/> Pour exécution |
| <input type="checkbox"/> Autre (veuillez préciser) | <input type="checkbox"/> Pour information <input type="checkbox"/> Pour exécution |
| Si la même demande est adressée à d'autres États membres, veuillez préciser ces États membres, ainsi que les canaux utilisés (facultatif) | |
| | |

II — Délais

Rappel: délais prévus à l'article 4 de la décision-cadre 2006/960/JAI

A — L'infraction relève de l'article 2, paragraphe 2, de la décision-cadre 2002/584/JAI

et

les informations ou les renseignements demandés figurent dans une base de données à laquelle un service répressif peut avoir directement accès:

→ La demande est urgente → Délai: huit heures, avec possibilité de report

→ La demande n'est pas urgente → Délai: une semaine(...)

B — Autres cas: délai: quatorze jours (...)

☐ Un traitement d'urgence EST demandé.

☐ Un traitement d'urgence N'EST PAS demandé.

Motifs du traitement d'urgence (par exemple: les suspects sont maintenus en détention, l'affaire doit être portée en justice avant une date déterminée):

Informations ou renseignements demandés

Type de criminalité ou d'activité(s) criminelle(s) faisant l'objet de l'enquête

Description des circonstances de la commission de l'infraction (des infractions), y compris le moment, le lieu et le degré de participation à l'infraction (aux infractions) de la personne au sujet de laquelle les informations ou les renseignements sont demandés:

| Nature de l'infraction (des infractions) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|--|--|-------------------------------------|---|---|---|--|---|--|---|--|---|-------------------------------------|--|--|---|---|--|--|--|--------------------------------------|--|---|-------------------------------|--|--|--|---|--|--|---|-----------------------------------|
| <p>A – Application de l'article 4, paragraphes 1 et 3, de la décision-cadre 2006/960/JAI</p> <p><input type="checkbox"/> A.1. L'infraction est punissable d'une peine d'emprisonnement maximale de trois ans au moins dans l'État membre requérant.</p> <p>ET</p> <p>A.2. L'infraction est l'une (ou plusieurs) des infractions suivantes:</p> <table border="0"> <tr> <td><input type="checkbox"/> Participation à une organisation criminelle</td> <td><input type="checkbox"/> Blanchiment des produits du crime</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Terrorisme</td> <td><input type="checkbox"/> Faux-monnayage, y compris la contrefaçon de l'euro</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Traite des êtres humains</td> <td><input type="checkbox"/> Cybercriminalité</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie</td> <td><input type="checkbox"/> Crimes contre l'environnement, y compris le trafic d'espèces animales menacées et le trafic d'espèces et d'essences végétales menacées</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Trafic de stupéfiants et de substances psychotropes</td> <td><input type="checkbox"/> Aide à l'entrée et au séjour irréguliers</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Trafic d'armes, de munitions et d'explosifs</td> <td><input type="checkbox"/> Homicide volontaire, coups et blessures graves</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Corruption</td> <td><input type="checkbox"/> Trafic d'organes et de tissus humains</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes au sens de la convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes</td> <td><input type="checkbox"/> Enlèvement, séquestration et prise d'otage</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Vol organisé ou à main armée</td> <td><input type="checkbox"/> Racisme et xénophobie</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Trafic de biens culturels, y compris d'antiquités et d'œuvres d'art</td> <td><input type="checkbox"/> Trafic de matières nucléaires ou radioactives</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Escroquerie</td> <td><input type="checkbox"/> Trafic de véhicules volés</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Racket et extorsion de fonds</td> <td><input type="checkbox"/> Viol</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Contrefaçon et piratage de produits</td> <td><input type="checkbox"/> Incendie volontaire</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Falsification de documents administratifs et trafic de faux</td> <td><input type="checkbox"/> Crimes relevant de la Cour pénale internationale</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Falsification de moyens de paiement</td> <td><input type="checkbox"/> Détournement d'aéronef ou de navire</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Trafic de substances hormonales et autres facteurs de croissance</td> <td><input type="checkbox"/> Sabotage</td> </tr> </table> | | <input type="checkbox"/> Participation à une organisation criminelle | <input type="checkbox"/> Blanchiment des produits du crime | <input type="checkbox"/> Terrorisme | <input type="checkbox"/> Faux-monnayage, y compris la contrefaçon de l'euro | <input type="checkbox"/> Traite des êtres humains | <input type="checkbox"/> Cybercriminalité | <input type="checkbox"/> Exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie | <input type="checkbox"/> Crimes contre l'environnement, y compris le trafic d'espèces animales menacées et le trafic d'espèces et d'essences végétales menacées | <input type="checkbox"/> Trafic de stupéfiants et de substances psychotropes | <input type="checkbox"/> Aide à l'entrée et au séjour irréguliers | <input type="checkbox"/> Trafic d'armes, de munitions et d'explosifs | <input type="checkbox"/> Homicide volontaire, coups et blessures graves | <input type="checkbox"/> Corruption | <input type="checkbox"/> Trafic d'organes et de tissus humains | <input type="checkbox"/> Fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes au sens de la convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes | <input type="checkbox"/> Enlèvement, séquestration et prise d'otage | <input type="checkbox"/> Vol organisé ou à main armée | <input type="checkbox"/> Racisme et xénophobie | <input type="checkbox"/> Trafic de biens culturels, y compris d'antiquités et d'œuvres d'art | <input type="checkbox"/> Trafic de matières nucléaires ou radioactives | <input type="checkbox"/> Escroquerie | <input type="checkbox"/> Trafic de véhicules volés | <input type="checkbox"/> Racket et extorsion de fonds | <input type="checkbox"/> Viol | <input type="checkbox"/> Contrefaçon et piratage de produits | <input type="checkbox"/> Incendie volontaire | <input type="checkbox"/> Falsification de documents administratifs et trafic de faux | <input type="checkbox"/> Crimes relevant de la Cour pénale internationale | <input type="checkbox"/> Falsification de moyens de paiement | <input type="checkbox"/> Détournement d'aéronef ou de navire | <input type="checkbox"/> Trafic de substances hormonales et autres facteurs de croissance | <input type="checkbox"/> Sabotage |
| <input type="checkbox"/> Participation à une organisation criminelle | <input type="checkbox"/> Blanchiment des produits du crime | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Terrorisme | <input type="checkbox"/> Faux-monnayage, y compris la contrefaçon de l'euro | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Traite des êtres humains | <input type="checkbox"/> Cybercriminalité | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie | <input type="checkbox"/> Crimes contre l'environnement, y compris le trafic d'espèces animales menacées et le trafic d'espèces et d'essences végétales menacées | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Trafic de stupéfiants et de substances psychotropes | <input type="checkbox"/> Aide à l'entrée et au séjour irréguliers | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Trafic d'armes, de munitions et d'explosifs | <input type="checkbox"/> Homicide volontaire, coups et blessures graves | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Corruption | <input type="checkbox"/> Trafic d'organes et de tissus humains | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes au sens de la convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes | <input type="checkbox"/> Enlèvement, séquestration et prise d'otage | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Vol organisé ou à main armée | <input type="checkbox"/> Racisme et xénophobie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Trafic de biens culturels, y compris d'antiquités et d'œuvres d'art | <input type="checkbox"/> Trafic de matières nucléaires ou radioactives | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Escroquerie | <input type="checkbox"/> Trafic de véhicules volés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Racket et extorsion de fonds | <input type="checkbox"/> Viol | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Contrefaçon et piratage de produits | <input type="checkbox"/> Incendie volontaire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Falsification de documents administratifs et trafic de faux | <input type="checkbox"/> Crimes relevant de la Cour pénale internationale | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Falsification de moyens de paiement | <input type="checkbox"/> Détournement d'aéronef ou de navire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <input type="checkbox"/> Trafic de substances hormonales et autres facteurs de croissance | <input type="checkbox"/> Sabotage | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>→ L'infraction relève donc de l'article 2, paragraphe 2, de la décision-cadre 2002/584/JAI → L'article 4, paragraphe 1 (demandes urgentes) et paragraphe 3 (demandes non urgentes) de la décision-cadre 2006/960/JAI est donc applicable en ce qui concerne les délais à respecter pour répondre à la présente demande.</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p>Ou</p> <p><input type="checkbox"/> B – L'infraction (les infractions) ne figure(nt) pas dans la liste visée au point A.</p> <p>Dans ce cas, description de l'infraction(des infractions):</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Fins auxquelles les informations ou les renseignements sont demandés | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Lien entre les fins auxquelles les informations ou les renseignements sont demandés et la personne qui fait l'objet de ces informations ou de ces renseignements | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Identité (dans la mesure où elle est connue) de la (des) personne(s) faisant l'objet principal de l'enquête pénale ou de l'opération de renseignement en matière pénale justifiant la demande d'informations ou de renseignements | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Raisons permettant de penser que les informations ou les renseignements se trouvent dans l'État membre requis | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Restrictions concernant l'utilisation des informations figurant dans la présente demande à des fins autres que celles pour lesquelles elles ont été fournies ou pour prévenir un danger immédiat et grave pour la sécurité publique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <p><input type="checkbox"/> L'utilisation est permise.</p> <p><input type="checkbox"/> L'utilisation est permise, mais le fournisseur des informations ne doit pas être mentionné.</p> <p><input type="checkbox"/> L'utilisation n'est pas permise sans l'autorisation du fournisseur des informations.</p> <p><input type="checkbox"/> L'utilisation n'est pas permise</p> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

